Numéro 160
Mardi
10 juin 1980
Prix : 1 F
12, Cité Malesherbes
Paris 9e
878.40.73

RIPOSTE

Le quotidien de poche du parti socialiste

Directeur
Georges Fillioud

Pétrole : la loi du marché à l'envers • C.e.e : Giscard les yeux au fond des urnes • Lutte des femmes : deux jours de travail du P.s • Séminaire socialiste : promouvoir de nouveaux rapports Etat-citoyens • Partielles : quatre victoires socialistes • D.o.m-T.o.m : le cynisme du gouvernement • Uruguay : la résistance s'organise • Cisjordanie : pour une solution pacifique

Pour déclarer la paix

Déclarer la guerre à la guerre

Agir pour sauvegarder la paix, c'est d'abord condamner ceux qui font la guerre. Tout ceux qui font toutes les guerres. Il n'en est pas de bonne, il n'en est pas de juste, il n'en est pas de justifiable. L'injustifiable n'est pas, comme l'écrit Maxime Grémetz dans *l'Humanité,* le refus motivé du P.s de s'associer aux organisations qui ont décidé de faire une démarche auprès du Premier ministre pour protester contre l'implantation de nouveaux missiles américains en Europe.

L'injustifiable, c'est le soutien politique apporté par le P.c.f à l'occupation par les Russes de l'Afghanistan, des combats qu'ils y mènent et des massacres qui s'y perpétuent.

C'est d'ailleurs Lionel Jospin qui a utilisé le premier cette expression et précisément à ce sujet en disant que, de Moscou, Georges Marchais avait tenté de « justifier l'injustifiable».

Le fond et la forme

La position du Parti socialiste est au contraire parfaitement justifiée ; elle l'est longuement, et avec précision, dans la lettre que Pierre Bérégovoy a adressé aux 14 organisations qui se sont réunies jeudi dernier au siège du Mouvement de la Paix.

Si le P.s a décliné leur invitation - reçue le 2 juin pour une réunion trois jours plus tard - c'est autant pour des raisons de fond que de forme. En effet, la direction du Parti communiste français, au mois de décembre dernier, avait déjà pris l'initiative d'une rencontre improvisée, suivie d'une manifestation quelques jours après contre les seules fusées américaines, sans qu'il soit question des fusées soviétiques.

A l'époque, le P.s avait répondu « qu'il était prêt à une réunion qui porterait sur les problèmes de la détente et de la sécurité, comme de l'ensemble de la situation internationale», en ajoutant : « si l'on veut préparer sérieusement cette réunion, il va de soi que les contacts préalables sont nécessaires».

Or, ces contacts préalables que nous demandions n'ont jamais eu lieu. Ou plutôt, ils ont eu lieu entre des organisations choisies par le P.c, mais sans les socialistes, invités de la 25e heure. S'il n'est pas nécessaire pour agir, comme le dit Grémetz « d'avoir une position identique sur tout»... au moins faut-il savoir de quoi l'on parle et se mettre d'accord sur l'essentiel.

Aujourd'hui, le P.c et ses alliés admettent - ce qui n'était pas le cas en décembre - la nécessité « d'avoir des négociations sur tous les missiles de moyenne portée...» sans que ce soit dit expressément, cela paraît signifier qu'il convient donc bien d'évoquer aussi, face aux décisions de l'O.t.a.n, les nouvelles rampes de lancement soviétiques de S.s 20. Ce qui a toujours été la thèse socialiste.

Pour autant, on ne peut quand même pas faire comme si le coup de Kaboul n'avait pas eu lieu et passer par profits et pertes la violation du droit pour le peuple afghan de disposer de lui-même, devenu la cause principale de la tension internationale actuelle.

On ne peut pas parler de la paix sans parler de cette guerre. Les socialistes sont prêts à tout moment à parler avec tout ceux qui voudront bien comprendre que l'on ne préservera pas l'une en acceptant l'autre.

Georges Fillioud

C.r.s contre radios libres

Giscard défend son monopole

Après *Radio Quinquin* à Aubry (près de Lille), *L.c.a* à Nancy et *Radio 80* à Paris, c'est la station *Radio La Fleur,* installée à Amiens par la C.g.t, qui recevait samedi la visite des C.r.s venus en nombre (pas moins de dix cars) saisir le matériel au nom du monopole giscardien sur les moyens d'information.

Claude Germon, membre du Comité directeur de la C.g.t et Secrétaire national du P.s, exprimait aussitôt, dans un communiqué, son indignation : « Des militants C.g.t ont été interpelés - les attaques du pouvoir atteignent aujourd'hui une telle violence et les libertés sont si gravement menacées que rien ne doit prévaloir contre la nécessaire union de toutes les forces populaires contre cette dangereuse escalade de la droite».

Quelques heures après la saisie du matériel, *Radio La Fleur* reprenait ses émissions. Tout comme, les jours précédents, *Radio 80* à Paris et *Radio Quinquin* à Lille : la guerre des radios ne fait que commencer. Et il n'est pas sûr que le pouvoir pourra, dans cette bataille, se targuer d'avoir pour lui l'assentiment de la majorité silencieuse cher à MM. Foyer et Peyrefitte, si on en juge par les résultats de l'enquête publiée lundi par notre confrère *Le Quotidien* : 65 % des français interrogés s'y déclarent favorables à la création de stations radios et T.v indépendantes, et 77 % estiment que de telles stations offriraient une information plus objective...

Encore une fin de semaine difficile pour Alain Peyrefitte, avec une nouvelle série de prises de position hostiles à son projet de réforme pénale.

Et non des moindres : celle de Simone Weil, d'abord, qui fait une entrée fracassante dans le grand débat en rappelant qu'à son avis, il n'est pas de réforme valable sans un consensus du corps judiciaire.

Le ton était suave, mais la condamnation sévère, s'adressant à un Garde des Sceaux qui ne cesse de répéter que sa réforme « n'est pas faite pour plaire aux magistrats». Osera-t-il répondre qu'elle n'est pas faite non plus pour plaire à la présidente du Parlement européen, ex-ministre et ex-magistrat ?

Jacques Chirac ensuite, déclarant - en précisant toutefois qu'il s'exprimait en son

(suite en page 2)

épinglé

« Je crois que notre pays fait un effort considérable pour s'affirmer dans le monde».

Jean Lecanuet, devant les militants du C.d.s.

Dernière minute

Le Premier ministre iranien Sadegh Ghotbzadeh a été invité par l'Internationale socialiste à rencontrer son président (Willy Brandt) et ses vice-présidents à Oslo le 11 juin, c'est-à-dire le jour qui précède la réunion du Bureau de l'I.s.

COMPTE-RENDU

Week-end des femmes

Electrices et éligibles

Long week-end de travail pour les militantes et les responsables fédérales socialistes. Pour la commission nationale réunie le samedi sous la présidence de Claudine Labrunie, Secrétaire fédérale de Corrèze, deux points à l'ordre du jour :

1. Le statut des conjointes d'exploitants agricoles dont Lucienne Jaubertie, agricultrice, a dénoncé l'inexistance juridique, économique et sociale, ce que confirme l'enquête menée par les agricultrices de Haute-Saône dans laquelle 69 % des femmes interrogées hésitent à se reconnaître un «métier» même si le travail dans l'exploitation les occupe douze heures par jour.

2. Autre dossier ouvert par Catherine Rousseau, chef de cabinet du maire de Meaux en Seine-et-Marne et responsable de l'association «S.o.s Femmes Information» : celui des femmes battues et de leur accueil à partir des expériences menées à Meaux et dans d'autres municipalités socialistes comme Villeurbanne, Montpellier, Besançon, Rennes ou Nantes.

Compte-tenu de l'état de la réflexion sur les modes d'accueil et d'aide aux femmes victimes de violence, un dossier destiné aux militant(e)s et aux élu(e)s va être rapidement constitué par le Secrétariat national afin de facilier l'implantation dans toutes les régions de centres de ce type.

par Véronique Neiertz

Les Secrétaires fédérales aux luttes des femmes se sont retrouvées le dimanche pour une journée nationale consacrée à l'enquête départementale sur l'emploi des femmes, menée conjointement avec les responsables fédéraux aux entreprises. Claude Germon va faire le point de la situation économique et sociale montrant que la solution à la crise pour tous et toutes est globale. La réponse du Projet socialiste est d'introduire une autre cohérence que celle de la droite, de renverser l'ordre des choses.

Les femmes comme les hommes trouveront le moyen d'échapper à leur exploitation. Un vif débat a montré les difficultés qui vivent dans les entreprises les femmes qui cherchent à articuler lutte des classes et lutte des sexes.

En ce qui concerne les sénatoriales, les Secrétaires fédérales ont fait connaître leur position par un texte destiné au prochain Comité directeur : les Secrétaires fédérales aux luttes des femmes réunis à Paris par le Secrétariat national le 8 juin 1980, rappellent le vote de la convention nationale du 26 avril selon lequel les candidatures socialistes aux sénatoriales des départements de la Gironde, du Gers, de la Haute-Garonne, et du Gard n'ont pas été ratifiées.

Par ce vote, le P.s voulait augmenter le nombre de femmes susceptibles d'être élues et améliorer ainsi leur représentation au sein du Sénat qui ne comprend que deux femmes sur cinquante huit socialistes.

De nombreuses pétitions sont parvenues au Secrétariat national aux luttes des femmes émanant d'élus, de responsables et des militants des Fédérations pour appuyer l'action du Parti dans ce sens.

Le P.s a un mode de désignation des candidats aux élections fondé sur l'expression démocratique des assemblées de militants. Mais ces assemblées sont le plus souvent à une très forte majorité masculine. Les minoritaires que sont les femmes sont très rarement désignées.

Les Secrétaires fédérales demandent au Parti d'aller plus loin dans la démocratie en adoptant une règle garantissant le respect des droits des minorités et demandent au premier Comité directeur de la rentrée d'automne de faire des propositions dans ce sens.

Il appartient au Comité directeur du 14 juin, en tout état de cause, de concrétiser la volonté politique qui s'est exprimée à travers motions et conventions du parti depuis plusieurs années, d'assurer aux femmes une juste place à tous les niveaux de responsabilités.

Les femmes sont considérées depuis 1946 comme des électrices. Les socialistes se doivent de les considérer aussi comme éligibles.

Réflexions sur l'Etat

Modifier les rapports entre gouvernants et gouvernés

Le séminaire sur l'Etat organisé par le Secrétariat national du Parti socialiste au secteur public samedi 7 et dimanche 8 à Paris a permis d'ouvrir un dialogue fructueux avec les représentants des différents courants politiques et idéologiques.

Une centaine de personnes a pris part aux trois séances, la première consacrée à l'Etat comme enjeu politique s'est ouverte sur un important rapport présenté par Robert Fossaert ; Pierre Birnbaum, Alain Bihr, David Kaisergruber, Jean Pronteau sont notamment intervenus dans le débat.

La seconde séance a permis d'approfondire la connaissance de l'Etat-Giscard. Jacques Thibaud, Jean Claude Thoenig, Yannick Blanc ont complété l'analyse du rapporteur Thierry Bondoux pour qui, les transformations en cours se résument dans l'exclusion renforcée des masses des centres de décision politique, la séparation et la distance accentuée des appareils d'Etat et des citoyens ; au moment même où l'Etat envahit l'ensemble de la vie sociale, le centralisme d'Etat atteint pourtant un degré inégalé.

La dernière séance a abordé les problèmes de transformation démocratique de l'Etat. Le rapporteur Jacques Sandeau, après avoir rappelé que le P.s considérait la conquête de l'Etat comme un point de passage obligé, invitait les participants à réagir sur les difficultés que la gauche rencontrerait dans le domaine institutionnel et administratif. Les interventions de Jean Paul Garnier, Daniel Lindenberg ont conduit les responsables socialistes présents, Pierre Joxe, Didier Motchane, Catherine Lalumière et Jean-Pierre Worms a préciser leur pensée en ce domaine.

Pierre Joxe a souligné que la gauche avait jusqu'à présent mené le débat institutionnel dans un sens tactique circonstanciel et implicite. Il a souhaité un retour à Rousseau,c'est-à-dire à une conception de la démocratie sincère, qui passe, entre autre par la restauration de l'Etat républicain aujourd'hui démantelé et la transformation des relations entre élus et les masses.

En conclusion des travaux, Michel Charzat a déclaré : «le projet du socialisme pour les années 80 veut assurer une modification profonde des rapports entre gouvernants et gouvernés, il s'agit de promouvoir une nouvelle articulation entre les formes traditionnelles et la démocratie et les formes nouvelles directes et de base de citoyenneté».

Les actes de ce séminaire feront l'objet d'une publication à la fin de cette année.

Radios libres

(suite de la première page)

nom personnel - qu'il se pourrait qu'il refuse de voter ce texte qu'il considère «indigne» et de surcroit«inutile».

Les magistrats de l'Union syndicale (réputée modérée), enfin, refusant de recevoir à la tribune de leur congrès Raoul Béteille, directeur des affaires criminelles et des grâces et co-auteur du projet, que le Garde des Sceaux, retenu par d'autres obligations, prétendait y envoyer à sa place.

Le débat public du Parlement devrait commencer mercredi. On attendra avec curiosité de savoir comment se manifeste alors «l'appui massif» de la majorité, dont continue, impertubable, à se targuer Alain Peyrefitte.

Citroën : chômage technique

Après deux jours en février, et cinq jours en mai, les ouvriers de Citroën vont à nouveau se trouver en chômage technique pour quelques jours en juin.

La direction l'a annoncé en précisant que les fermetures seront négociées au niveau de chaque comité d'entreprise de la firme.

Soisson boycotte les Jeux

Jean Pierre Soisson, ministre de la Jeunesse et des Sports, ne se rendra pas à Moscou pour les Jeux olympiques. Le ministre a ajouté qu'il souhaitait une sélection rigoureuse et qu'il n'était pas favorable aux participations individuelles.

Augmentation des tabacs

L'augmentation du prix des tabacs et cigarettes sera pour le 15 juillet. Elle est prévue de 15 % en moyenne et devrait être modulée selon les marques. On sait déjà que les cigarettes brunes augmenteront dans cette proportion, le paquet de Gauloises de 2,50 F à 2,90 F.

ELECTIONS PARTIELLES

Quatre victoires socialistes

CANTONALES

Bondy Sud (Seine-Saint-Denis) 2e tour

Inscrits : 13.543 ; exprimés : 2.146 ; Michel Beaufort (P.s) 2.146 élus,

Au premier tour les exprimés étaient 3.977. Avaient obtenu P.s : 1.701 (42,77 %) ; P.c.f : 1.499 (37,69 %) ; droite : 267 (6,71 %) ; divers majorité 317 (7,97 %) ; écologistes : 193 (4,85 %).

Le candidat socialiste remplace un conseiller socialiste décédé.

Montpellier (Hérault) 2e tour :

Inscrits 15.350 ; exprimés 5.308 ; ont obtenu : Alain Bosc (P.s) 2.673, élu ; P.r 2 635. Alain Bosc avait précédemment été invalidé par le Conseil d'Etat.

Au premier tour, il y avait 4.397 exprimés. Avaient obtenu : P.s 43,5 % ; extrême-gauche : 2,27 % ; U.d.f : 36,02 % ; R.p.r : 11,48 % ; extrême-droite : 2,91 % ; écologistes : 3,86 %.

Au premier tour la majorité, avec 48 % venait nettement en tête devant le candidat socialiste. Une mobilisation plus grande au second tour (près de 1.000 suffrages exprimés de mieux) ont permis à Alain Bosc de remporter ce siège malgré une situation difficile.

MUNICIPALES

Vitry-en-Artois (Pas-de-Calais) 2e tour.

Avec vingt élus socialistes et un élu communiste, le P.s prend la mairie au P.c dont l'ancien maire est également conseiller général.

Comme au premier tour, il y avait quatre listes en présence : P.s, P.c, dissidents communistes et droite. Marie Claude Riquoir devrait être élue maire.

Noisiel (Seine-et-Marne) 2e tour

Inscrits : 3.312 ; exprimés : 1.240.

La liste d'union de la gauche (6 P.s, 1 P.c) est élue avec 647 voix (52,56 %). Le Conseil municipal est composé à présent de dix communistes et treize socialistes, comme en 1977.

DEFENSE DU DROIT DE GREVE

Le C.n.p.f vient de réclamer, une nouvelle fois, une réglementation du droit de grève dans les services publics. Se comportant de plus en plus ouvertement comme le syndic de la « maison de France », l'organisation patronale rend au service public l'hommage du bice à la vertu.

Le C.n.p.f invoque en effet le respect de la continuité du service public pour justifier l'appel à la limitation des libertés publiques. Mais comment pourrions-nous apprécier ce principe indépendamment des autres facteurs qui concourrent à la qualité du service rendu au public : effectifs et crédits suffisants, égalité des citoyens devant le service ...

L'ampleur des mouvements qui se développent actuellement pour la défense et la promotion d'un service public de qualité, indique que les français ne se trompent pas de cible.

Pour sa part, la parti socialiste dénonce vigoureusement la duplicité de la campagne menée conjointement par le C.n.p.f et le gouvernement contre le secteur public et les droits des travailleurs et des usagers.

Il n'admettra pas une nouvelle opération « coup de point » contre un droit reconnu explicitement dans la construction.

(Communiqué de Michel Charzot, Secrétaire national au Secteur public)

VIOLENCES EN CISJORDANIE

Nul n'ignore l'attachement qu'a toujours manifesté le Parti socialiste à la recherche d'une solution pacifique au Proche-Orient ; aucune paix juste et durable ne peut être acquise dans cette région, qui ne respecte les droits de tous les peuples à leur existence : droit d'Israël à des frontières sûres et reconnues, droit des palestiniens à une patrie ; aucune solution ne peut être obtenue par la violence.

En ce sens, le Parti socialiste qui, si souvent dans le passé, a condamné le terrorisme, d'où qu'il vienne et sous toutes ses formes, exprimé son indignation devant l'attentat qui vient d'être commis à l'égard de deux personnalités palestiniennes marquantes, les maires de Naplouse et de Ramallah. Un tel acte de terrorisme ne peut qu'aboutir à durcir, une fois de plus, les rapports entre les Israëliens et Palestiniens alors que le seul processus de paix passe par une reconnaissance conjointe et un dialogue diret aboutissant à la coexistence entre les deux peuples. La recherche et le châtiment sans faiblesse des coupables, conformément aux engagements pris par le gouvernement israélien, devrait contribuer à enrayer l'engrenage de la violence.

GREVE DES DOCKERS A LA MARTINIQUE

Le transport par conteneur de la balance à la Martinique qui devrait être réalisée début 1981, entraînera la disparition de près d'un millier d'emplois de docker et de manutentionnaires.

Il faut y ajouter la failite des petits transporteurs dont les véhicules ne seront plus adaptés, et de graves conséquences pour l'emploi dans les ports de Rouen et du Havre.

Le Secrétariat aux Dom-Tom et Valéry Giscard-d'Estaing, alors ministre des finances et candidat à la présidence de la République, ont été avertis dès 1974 des conséquences sociales très lourdes de la conteneurisation. L'opération à néanmoins été menée à son terme sans qu'à aucun moment des mesures n'aient été prises pour compenser les pertes d'emploi qu'elle entraînerait

Le P.s, pour sa part, a réclamé la constitution d'une commission parlementaire d'enquête sur ce problème en 1977 et à nouveau en 1979. Par deux fois la majorité l'a refusé, endossant ainsi une très grave responsabilité.

Il y a donc une attitude délibérée du gouvernement qui réduit au chômage des centaines de travailleurs dans des départements où la situation de l'emploi est déjà dramatique.

Le P.s dénonce le cynisme du gouvernement et en particulier du Secrétariat aux Dom-Tom dans cette affaire, et leur soumission aux grands intérêts capitalistes. Il tient à manifester sa solidarité aux dockers en lutte. La fédération de la Martinique du P.s et les fédérations concernées de la métropole continueront à leur apporter leur total soutien.

(Communiqués du Bureau exécutif du 4 juin 1980).

INTERNATIONALE SOCIALISTE

La situation internationale et les rapports Nord-Sud seront les principaux thèmes de la réunion du bureau de l'Internationale socialiste qui se tiendra à l'Oslo les 12 et 13 juin. On évoquera également la préparation du Congrès de l'I.s prévu à Madrid en novembre. La réunion d'Oslo sera présidée par Willy Brandt.

ALSTHOM

Jean Pierre Chevènement et les représentants de la fédération de Seine-Saint-Denis s'adressent aux travailleurs d'Alsthom Saint-Ouen le jeudi 12 juin à 12 h. (27 rue des Bateliers, Saint-Ouen)

QUESTIONS ECRITES

de Jacques-Antoine GAU

sur la situation critique du marché du blé. Dans toute la France le prix du blé est descendu nettement en dessous du prix de référence, de 1,50 F à 3,50 F le quintal, suivant les régions.

Dans l'Isère les céréales utilisent 10 % de la surface agricole, 60 % des terres labourables, et représentent plus de 20 % des recettes agricoles. De plus, sur l'ensemble de Rhône-Alpes, les rendements moyens en blé sont inférieurs de 20 % à la moyenne française. Pour les producteurs de céréales de l'Isère le maintien du marché capable d'assurer les prix officiels décidés à Bruxelles, et indispensables à des revenus modestes, est fortement affecté par la hausse des charges.

Malgré la dégradation du marché du blé, le gouvernement, comme la Commission de Bruxelles, refusent de recourir à l'intervention. Enfin, les menaces d'encadrement des prêts pour le financement de la récolte contribuent à accroître le désarroi et à organiser le marché.

de Lucien PIGNION

sur l'importance croissante du nombre des détentions provisoires. Malgré les réformes récentes, la population carcérale comprend un nombre de plus en plus grand de prévenus, ces derniers représentant environ 40 % de l'ensemble.

Cette atteinte à la présomption d'innocence semble s'étendre la détention provisoire a augmenté de 30 % de 1970 à 1979.

RIPOSTE
12, cité Malesherbes - 75009 PARIS - Tél. 878.40.73
Télex : 660 582 F
Directeur : Georges Fillioud
Directeur-Délégué : Henri Pradeaux
Rédaction : Gérard Descotils
Administration : Nicole Covillers
Numéro de commission paritaire : 60122
Abonnement : 250 F par an
Composition : Ofres - **Impression** : Gaulier-Paris

TELE-P.S.

LES ENTRETIENS DU JEUDI (AU SIEGE DU PARTI)

12 JUIN, DE 19 H. A 21 H. :

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT ET LOUIS MEXANDEAU

L'O.p.e.p réunie à Alger

Pétrole : l'envers du marché

L'O.p.e.p se réunit et l'Occident tremble. Rituel désormais classique, chaque assemblée des pays exportateurs de pétrole constitue de ces événements déterminants dans lesquels on voudrait, nous faire croire que se trouve inscrit notre destin.

Certes les prix du pétrole et les quantités mises sur le marché impressionnent les conditions de la croissance dans les pays occidentaux. Elles ne les déterminent pas.

Voici près de sept ans que l'ère du pétrole abondant et peu coûteux est révolue. Tout le monde savait dès la fin de 1973 qu'une page était tournée et que désormais il fallait réviser tout ce qui concernait le paramètre énergétique.

Il serait excessif de dire que rien n'a été fait dans les pays consommateurs pour diminuer la dépendance énergétique. Même si les Etats-Unis traînent les pieds.

Mais prenons le cas de la France, qui effectivement a quelque peu distendu le lien entre son taux de croissance et sa consommation énergétique.

Cela s'est fait pour la plus grande part sur le chauffage des locaux, et pour un peu sur les usages industriels de l'énergie (par exemple dans des cimenteries). Mais jusqu'ici les économies, réalisées constituent ce qu'il y avait de plus facile.

La mobilisation du pays n'a pas été à la hauteur des nécessités. Ce qui se comprend vu le choix tout-nucléaire fait par l'équipe au pouvoir.

Sept ans après, dans l'attente du relais nucléaire, la France continue donc d'être aussi vulnérable au pétrole. Sept ans ce n'est pourtant pas rien. C'est même la durée d'un bail élyséen.

Faute d'avoir autonomisé la croissance française, le gouvernement en fait trop dans l'autre sens rendant l'O.p.e.p responsable de toutes ses bévues. Il faut pourtant savoir qu'en valeur réelle - compte tenu de l'inflation générale - le pétrole ne vaut pas plus cher aujourd'hui qu'en 1974 et coûte même moins cher qu'en 1950.

Mais du côté de l'O.p.e.p les choses sont moins claires qu'il y a quelques années.

Depuis que l'Iran a basculé du côté des «durs» le modéré Cheik Yamani, ministre saoudien du Pétrole ne parvient plus à maîtriser l'organisation. Bien que plus gros producteur du Proche-Orient, l'Arabie ne dicte plus sa loi. Tout juste tente-t-elle à Alger de raccommoder les morceaux et de reconstituer un «prix unique». A quel niveau ? Probablement au-delà de trente dollars le baril. Et pour ce faire avec une réduction sensible du pompage.

Car paradoxe, les cuves des pays consommateurs sont pleines à ras bord (plus de 100 jours de consommation en France). Et pour vendre plus cher, les producteurs doivent vendre moins. La loi du marché à l'envers.

C.e.e : Giscard marque une «pause»

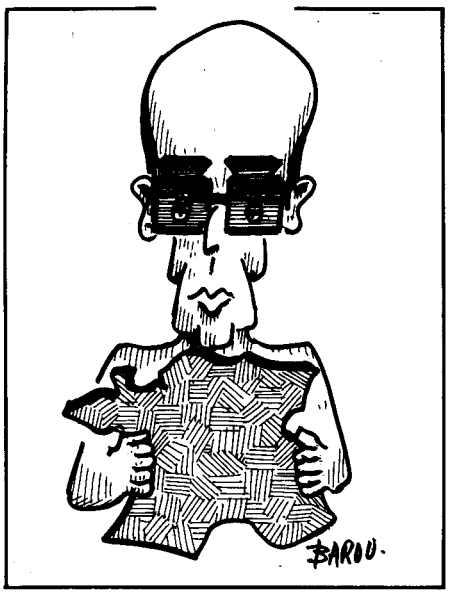
les yeux braqués au fond des urnes

Giscard, en souhaitant une «pause» dans l'élargissement de la Communauté européenne, notamment vers l'Espagne et le Portugal, à une fois de plus fait l'unanimité... contre lui.

Le communiqué du gouvernement espagnol affirme que «des circonstances d'une autre nature (sic) ne sauraient interrompre le cours des négociations». A Lisbonne, on rappelle que la C.e.e a «clairement accepté le principe de l'élargissement».

Dans les capitales des pays membres, on a observé certaines «réserves» vis-à-vis des déclarations du président français. A Bonn, on laisse entendre qu'il s'agit de politique intérieure (française), à Luxembourg, on rappelle les engagements pris.

François Mitterrand, samedi à Luchon (Pyrénées Orientales), devait notamment déclarer : «Je ne peux que me demander si vraiment le pays ne court pas un grand risque de continuer d'être conduit par un homme qui, lorsqu'il s'agit de l'intérêt de la France dans l'Europe, et hors d'Europe, a le regard fixé sur le fond des unes de son village en se disant : «tout ce qui compte c'est que les Français au mois de mai prochain veuillent bien me réélire».



Résumées

Encore une M.j.c menacée

A Courbevoie, la Maison des jeunes et de la culture, fondée en 1947, l'une des plus anciennes de France, connaît, depuis 1968 des attaques incessantes de la municipalité de tendance majoritaire. Suppression des subventions municipales, tentative d'expulsion n'ont pas suffi à faire disparaître l'association libre, gérée par ses membres.

La municipalité, en 1972, a intenté un procès pour réclamer à la M.j.c un loyer de 3.000 F par mois (réévalué à 9.300 F d'aujourd'hui). La procédure traîne et, le 20 mai 1980 la Cour d'appel de Versailles condamne la M.j.c à payer un loyer de 1.500 F par mois, ce qui, depuis 1972 représente un arriéré de 150.000 F.

La décision du Tribunal met la M.j.c dans une position difficile créant une situation unique en France, où une association culturelle devrait financer sa mairie.

Afghanistan : réunion de soutien à Paris

Les forces démocratiques s'étaient données rendez-vous le 6 juin à la Mutualité afin d'apporter leur soutien au peuple afghan en lutte pour sa libération.

Cette grande soirée d'information a permis aux afghans de décrire leur lutte. A la tribune ce sont succédés entre autres : A. London, J. Ellenstein, le Père Cardonnel, Mike Barry (Ligue des Droits de l'homme) J.C Victor (Afrane), le docteur Kouchner (médecins du Monde), qui propose d'affrêter chaque mois un avion pour l'Afghanistan, Jïri Pelikan qui a insisté sur la similitude de l'intervention soviétique en Afghanistan et en Tchécoslovaquie.

Edmond Maire et le syndicat C.g.t des correcteurs du Livre ont lancé un appel d'aide à la résistance afghane. De nombreux télégrammes de soutien à cette soirée ont été envoyés, entre autre celui du Parti socialiste par l'intermédiaire de Lionel Jospin.

Electricité : grève le 12 juin

Les syndicats C.g.t et C.f.d.t de l'E.d.f devaient annoncer hier après-midi les modalités des mouvements de grève prévus pour le jeudi 12 juin. Cette grève aura lieu au moment où le Sénat examinera en deuxième lecture le projet de loi sur la sécurité dans les centrales nucléaires, texte qui, selon les syndicats, supprime les garanties statutaires des agents de l'E.d.f et interdit le droit de grève.

Uruguay : la résistance à la dictature s'unifie

La résistance à l'écœurante dictature urugayenne s'organise. S'efforçant de réduire leurs divergences, pour réaliser l'union des mouvements de résistance un groupe de convergence démocratique s'est constitué à la fin du mois dernier, dont les membres appartiennent à différents secteurs politiques, religieux et sociaux du pays et « qui ne prétend pas signifier un accord inter-parti ni représenter officiellement chacune des parties prenantes ».

Le groupe est présidé par Juan Raul Ferreira, président du mouvement de Jeunesse du parti Blanco (droite). Son but est d'agir « comme lien de communication entre les différents partis et aider à la formation d'alternative démocratique qui suppose la chute de la dictature ».

Le Fronte Amplio (Front ouvert) qui regroupe les organisations de gauche appuie les actions du groupe.

Rappellons que parmi les actions entreprises, une des plus urgentes ou des plus symboliques est la lutte pour la libération du général Liber Seregni. Président du Fronte Amplio en 1971, il a été arrêté lors du coup d'Etat en 1973, pris à nouveau en 1976 où il fut condamné à 14 ans de prison après une parodie de procès.

Il existe un comité français pour la libération du général Seregni (5 rue du Couchant 77176 Savigny-Le-Temple Tél 063.03.03)